

2015 OU LA CHUTE DES COURS DU PÉTROLE : enjeux et conséquences géopolitiques



En l'espace de 6 mois, entre juin 2014 et janvier 2015, le *Brent* est passé de plus de 111 \$ le baril à tout juste 47 \$; cotation avec laquelle le pétrole a flirté tout au long de l'année 2015. Il est loin le seuil symbolique des 100 \$ auxquels les marchés s'étaient habitués ces dernières années. En 2008, avant que la crise ne survienne, le baril avait même atteint plus de 133 \$ et certains spécialistes pronostiquaient le *Brent* à 200, voire 250 \$ d'ici à 2020. Certes, la crise est passée par là... Mais l'économie américaine est depuis repartie (+2,4 % en 2014). La Chine connaissait encore l'an dernier une croissance à 7,4 %. Et l'Union européenne elle-même semblait globalement repartir de l'avant avec un taux de croissance de 1,4 %... D'où la question : si l'économie tend à repartir de l'avant, pourquoi alors une telle chute des cours avec des prix avoisinant ceux connus au pire de la crise de 2008 ?

Plusieurs facteurs ont concouru à cette baisse. Mais le premier d'entre eux est naturellement la loi du marché. L'or noir ne fait pas exception à la loi de l'offre et de la demande. Or la récession qui a frappé les États-Unis et l'Europe en 2008-2009 et dont on peine à se relever, tout comme le ralentissement des pays émergents, a mis un terme à l'envolée des cours en tirant vers le bas la demande des entreprises. Si le marché avait besoin de près de 1,4 million de barils supplémentaires par jour entre 2000 et 2007, ce chiffre a depuis lors été divisé par deux. À l'inverse l'offre a quant à elle explosé ! L'arrivée du pétrole de schiste américain a bouleversé les équilibres. En saturant son marché intérieur Washington est ainsi parvenue à réduire notablement ses importations de pétrole et donc sa dépendance au Moyen-Orient et à toutes les zones de conflit faisant peser des incertitudes quant à l'approvisionnement (et donc monter les cours). Il faut rappeler à cet égard que les États-Unis sont devenus les premiers producteurs mondiaux d'hydrocarbures (cf. Fiche 43). De son côté l'Arabie Saoudite a quant à elle refusé d'abdiquer et a choisi de maintenir coûte que coûte ses parts de marché et ses revenus. Le Royaume saoudien a ainsi augmenté sa production en 2015 quitte à accentuer encore la baisse du baril ; idem de l'Irak... Les pays producteurs, confrontés à la baisse des cours, et pour maintenir leurs recettes pétrolières constantes, n'ont en effet eu d'autre choix que d'augmenter leur

production. L'offre a ainsi progressé plus rapidement que la croissance de la demande mondiale ce qui a eu pour conséquence de faire baisser les cours, incitant à nouveau les pays dépendants de leurs revenus pétroliers à accroître la production pour maintenir leurs recettes... Et ainsi de suite. Or cette spirale de la baisse, fruit de la stratégie des pays exportateurs de pétrole, sera aussi suivie – contraintes budgétaires obligent – par la Russie et le Venezuela.

La part du pétrole de schiste dans la production mondiale

Sur les près de 93 millions de barils de pétrole qui sont produits chaque jour, 4 millions sont désormais des barils issus du pétrole de schiste.

Pour autant l'économie réelle du pétrole ne peut – seule – expliquer la baisse des cours. Les marchés financiers en sont les principaux responsables. Et pour cause : il s'échange chaque jour sur les marchés 15, 20 voire 30 fois plus d'actifs pétroliers (papiers) qu'il ne se vend de barils réels ! On comprend ainsi que les comportements spéculatifs et les mouvements de marchés, parfois irrationnels, influent bien plus fortement sur le cours du pétrole que le taux de croissance des grandes puissances. Par contre la variation du cours du dollar est quant à lui un facteur décisif. Or, pour faire simple, lorsque le dollar monte, le cours du pétrole baisse. Et le dollar a fortement progressé en 2015 ! (cf. fiche 36).

Enfin il ne faut pas ignorer les enjeux géostratégiques de cette baisse des cours. Les États-Unis ont en effet eu intérêt à favoriser un prix du baril à bas coût. La crise ukrainienne et les tensions avec la Russie, dont l'économie est exsangue suite aux sanctions (le rouble s'est effondré), est aussi un enjeu secret de la baisse des cours. Celle-ci a eu pour effet de mettre sous pression Vladimir Poutine et une économie russe dépendante plus que jamais de ses revenus pétroliers. Stratégie américaine tout aussi valable au Moyen-Orient car Daesh se finance essentiellement au moyen des puits de pétrole sur lequel il a fait main basse en Irak. Baisser le prix du baril revient donc à diminuer *de facto* les revenus de l'État islamique.

Reste maintenant à savoir si la reprise progressive, et la croissance des pays émergents fera repartir à la hausse les cours ou si le pétrole peu cher est une donnée d'avenir ? Force est de constater que la fin des sanctions à l'encontre de l'Iran, suite à l'accord historique de juillet 2015 sur le nucléaire (cf. fiche 3), autorise désormais la République islamique d'Hassan Rohani à réintégrer les marchés. Or l'Iran est potentiellement le 2^e ou le 3^e producteur mondial. Voilà qui pourrait encore tirer les cours vers le bas en abondant un marché déjà surapprovisionné. Le ministre iranien du pétrole avait en effet assuré, lors d'une réunion à l'OPEP en juin, que le pays serait à même de produire un million de barils de plus par jour dans les six mois qui suivraient la levée des sanctions !

Si bien que de nombreux spécialistes tablent sur un pétrole bas en 2016. Du reste, dans l'heure qui suivait l'annonce de l'accord international entre le G5+1 et l'Iran, les cours du pétrole décrochaient de près de 2 %. Et la Banque mondiale devait rapidement estimer que le retour de l'Iran sur les marchés mondiaux de pétrole ferait baisser les prix du baril de l'ordre de 10 dollars dès 2016 ; ce qui reviendrait à faire chuter le baril de près de 20 % par rapport à sa valeur de 2015...

Bon à savoir

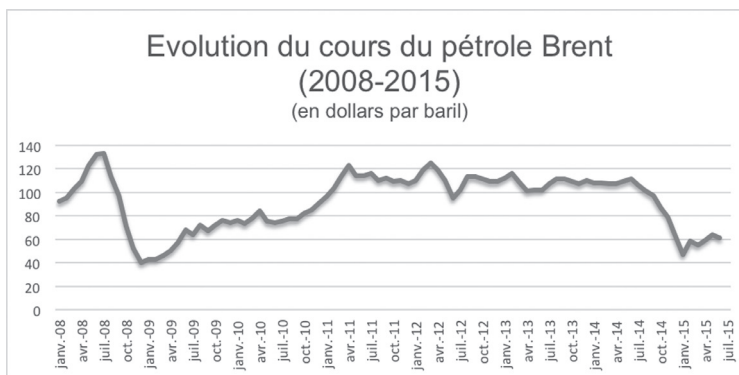
Qu'est-ce que le « Brent » ?

Le cours du « Brent » est le prix de référence du pétrole brut au niveau mondial. Son nom vient de la découverte en 1971, en mer du Nord, d'un gisement de pétrole par Shell. Le BRENT est l'acronyme des principales formations géologiques pétrolifères de Mer du Nord : Broom-Rannoch-Etive-Ness-Tarbert.

Il existe toutefois d'autres références internationales du brut. Aux États-Unis le pétrole négocié est le WTI (West Texas Intermediate); dont la qualité est supérieure au Brent et donc usuellement plus cher. Au Moyen-Orient on parle de l'Arabian Light. En tout état de cause le pétrole brut, d'où qu'il vienne, doit être raffiné pour pouvoir être utilisé en carburant ou en chimie.

Les cours du pétrole sont l'objet d'enjeux géostratégiques et macro-économiques de premier ordre. Depuis les années 1960 l'OPEP (organisation des pays exportateurs de pétrole), qui représente près de 40 % de la production mondiale, régule son prix en faisant fluctuer la production. Mais cette influence s'est réduite dans les années 1980 avec le développement des échanges. Ainsi en 1986 l'Arabie Saoudite et les États-Unis ont passé un accord visant à augmenter la production destinée à l'Occident. Il en est résulté une dégringolade des prix pour l'ensemble des pays exportateurs et en premier lieu de l'Union soviétique dont les finances étaient fortement dépendantes des revenus pétroliers. Par la suite les chocs pétroliers de 1973 et de 1979, suite à la Guerre du Kippour et à la révolution iranienne, ont entraîné une forte remontée des cours.

Le cours du baril, dont la contenance est de 158 litres (soit 42 gallons américains), fluctue 24 heures/24 et est exprimé en dollars.



DAESH : retour sur l'émergence et l'ascension de l'État islamique



Daesh est un groupe djihadiste salafiste né des guerres irakienne puis syrienne et qui a su profiter de la déstabilisation politique de ces deux pays pour prospérer. D'abord nommé « État islamique en Irak et au Levant » (*DAESH* en arabe), l'EIL s'est fait connaître par ses coups d'éclat militaires et une ascension fulgurante courant 2013/2014 au point de proclamer le rétablissement d'un califat sur les territoires irakien et syrien sous son contrôle. Depuis lors la guerre contre le mouvement djihadiste fait rage. Certes, depuis août 2014, une vaste coalition internationale forte d'une vingtaine de pays occidentaux et arabes œuvre pour combattre militairement cette organisation.

Non sans mal... Les villes tombées sous le joug de l'EI subissent un sort implacables. Aux massacres des populations civiles s'ajoutent les destructions. On se souvient à cet égard du sort réservé aux collections antiques du Musée de Mossoul, ou plus récemment de la prise de la cité de Palmyre. Il sera en tout état de cause difficile de déloger l'organisation terroriste de ses fiefs. La restauration du Califat, des moyens financiers illimités, et une machine de propagande efficace lui attirent chaque jour de nouveaux djihadistes venus d'Europe...

Née en 2006 du rapprochement d'Al-Qaida en Irak et de plusieurs groupuscules djihadistes, le mouvement prend d'abord le nom d'État islamique d'Irak (EII). Mais les ambitions du groupe salafiste semblent rapidement dépasser l'ancien fief de Saddam Hussein. Lorsque commence l'insurrection syrienne contre Bachar al-Assad, Al-Qaïda plaide en vain en faveur d'un partage territorial qui aurait conduit l'EII à rester en Irak et à laisser la Syrie à un autre groupe terroriste inféodé à al-Qaida : Jabbat al-Nosra. C'est que l'appétit de l'État islamique d'Irak est désormais aiguïté par les moyens colossaux que lui offrent ses puits pétroliers. Son nouveau chef, Abou Bakr al-Baghdadi, qui prend le commandement de l'État islamique en mai 2010, a en tête un projet bien plus ambitieux. Al-Baghdadi parvient en effet rapidement à opérer la fusion des deux groupes terroristes, mettant fin au conflit armé qui a opposé son mouvement à Jabbat-al-Nosra. C'est alors qu'est né l'« État Islamique en Irak et au Levant » ; marquant cette double ambition territoriale. Fort de ce succès, qui lui permettait

de créer un État islamique à cheval sur l'Irak et la Syrie, Baghdadi allait bientôt porter son avantage plus loin qu'al-Qaida ne l'avait jamais fait. Le 29 juin 2014 Abou Bakr al-Baghdadi rétablissait en effet le « Califat ». Ce faisant il réussissait le coup de maître de se faire proclamer calife et donc commandant suprême de tous les musulmans du monde. À compter de cette date « l'État islamique en Irak et au Levant » se fera appeler « l'État islamique » tout court, marquant sa vocation universelle. De fait de nombreux groupes terroristes dans le monde prêteront serment d'allégeance à l'EI dont Boko Haram au Nigeria ou Ansar Dawlat al-Islamiyya au Yémen et tant d'autres. Pourtant l'unité rêvée par Al-Baghdadi autour de l'État islamique et de sa personne est loin d'être réalisée comme en témoigne l'attentat auquel il échappera courant 2015 et fomenté par des opposants provenant des rangs mêmes des djihadistes.

La renaissance du Califat

Les djihadistes de Daesh, engagés en Syrie et en Irak, ont annoncé le 29 juin 2014 le rétablissement du califat, un régime disparu il y a près d'un siècle. Le groupe se fera appeler à compter de cette date « l'État islamique ». Il désignera aussitôt son chef, Abou Bakr Al-Baghdadi, nouveau « calife » et donc « chef des musulmans partout dans le monde ».

Le califat renvoie à la période qui succéda à la mort du prophète Mahomet en 632. Abou Bakr, son successeur, fut considéré comme le premier calife. Si les premiers califes connurent un âge d'or, proches de la foi et auréolés de gloire militaire, les siècles auront raison de ce régime. Le premier Président de la République de Turquie, Mustafa Kemal, prononcera en 1924 l'abolition du califat.

Son rétablissement par l'EEIL, 90 ans après sa disparition, révèle ainsi une ambition, celle de restaurer un État islamique à cheval sur la Syrie et sur l'Irak et probablement au-delà.

Reste qu'en l'espace de quelques années Daesh est devenu le plus puissant mouvement terroriste islamiste, éclipsant même al-Qaida avec qui la rupture est désormais consommée. Il faut dire que son émancipation est facilitée par un trésor de guerre qui se compte en milliards de dollars. Certains États, c'est vrai de la Turquie avant de rejoindre la coalition à l'été 2015, ont longtemps acheté le pétrole irakien aux mains des terroristes ; pétrole vendu – il est vrai – au 5^e du prix du marché. Daesh peut aussi compter sur les recettes tirées des rançons soutirées aux États occidentaux contre ses otages : jusqu'à 10 millions de dollars par tête dans certains cas. On estime ainsi que le groupe aurait obtenu plusieurs centaines de millions de dollars en rançons. La propagande déployée sur les réseaux sociaux a aussi permis au mouvement d'attirer à lui des milliers de combattants étrangers et notamment européens. D'aucuns avancent ainsi qu'un combattant sur six de Daesh serait un européen.

La Turquie rejoint la coalition contre l'EI

Après avoir essuyé bon nombre de critiques en raison de sa passivité voire de sa complicité de fait avec l'EI (en laissant passer des djihadistes voire en accueillant ses blessés sur son sol), la Turquie a fini par rejoindre la coalition contre Daesh à l'été 2015. Arrêtant des suspects, ouvrant ses bases aériennes aux avions de la coalition, le changement d'attitude s'avérera crucial. Pourtant, plutôt que de se concentrer sur l'EI, la Turquie ciblera dans ses frappes les forces kurdes indépendantistes du PKK, pourtant premiers remparts sur le terrain contre Daesh. Ankara craint en effet la création d'une région autonome kurde en Syrie à l'instar de celle créée en Irak.

Cette entrée en guerre et ces frappes contre les kurdes interviennent en effet quelques mois après que le parti islamo-conservateur du Président turc Erdogan (l'AKP) ait subi un revers électoral en perdant la majorité absolue au sein du Parlement. Pire encore pour le pouvoir en place une formation kurde (le HDP) a fait son entrée au Parlement en passant le seuil obligatoire des 10 % des suffrages. Erdogan, qui ambitionnait de réviser la Constitution aux fins de renforcer ses pouvoirs, a donc été contraint d'y renoncer.

IRAN : accord sur le nucléaire et levée des sanctions internationales



Comprendre le réchauffement diplomatique historique entre l'Occident et l'Iran suppose de remonter à l'élection présidentielle iranienne de juin 2013 qui a porté Hassan Rohani à la tête de l'ancien Royaume Perse. Les iraniens avaient alors exprimé le souhait de tourner le dos à la politique conservatrice de Mahmoud Ahmadinejad, habitué des dérapages sur la Shoah, et qui avait appelé à la disparition d'Israël... C'est ainsi qu'Hassan Rohani, le plus modéré des candidats, était élu – presque par surprise – dès le premier tour des présidentielles. Ainsi prenaient fin huit années de présidence Ahmadinejad synonymes de crise économique, d'isolement et de confrontation internationale avec l'Occident ; tout particulièrement sur le programme nucléaire du pays que les américains soupçonnent d'être un programme militaire et non civil contrairement à ce qu'avance Téhéran.

Immédiatement saluée par Washington, cette élection a permis d'engager une nouvelle ère des relations irano-américaine. La Maison Blanche, qui faisait savoir qu'elle y voyait un « *signe potentiellement porteur d'espoir* », se disait « *prête à collaborer directement* » sur la question du nucléaire. Ces propos avaient définitivement écarté l'idée de frappes militaires contre l'Iran pourtant appelées de ses vœux par Israël en vue de faire cesser – par la force – le programme nucléaire. Restait à savoir s'il était simplement question d'un changement de climat ou plus profondément d'un changement de politique. Le peuple iranien, qui souffre de l'embargo, attendait en tout cas beaucoup de son nouveau chef. L'inflation a parfois dépassé les 30 % et le chômage touche 25 % de la population active. L'embargo, responsable de cette situation, n'a pas épargné le peuple iranien. Il faut dire que les revenus pétroliers de l'Iran ont été divisés par deux : tandis que le pays exportait 2,5 millions de barils par jour en 2011, ce chiffre était tombé à 1,2 million en 2015. La production automobile s'est quant à elle effondrée (1,6 million de véhicules produits par an en 2011 contre 800 000 en 2013) et bon nombre de médicaments, importés, sont introuvables sur le marché. Sans parler de la monnaie nationale, qui avait perdu 75 % de sa valeur en un an et demi. L'Iran avait donc tout intérêt à agir en faveur de la levée des sanctions...

C'est ainsi que des discussions devaient s'ouvrir sur la question du nucléaire en juin 2014, à Genève, entre l'Iran et le « 5+1 » (États-Unis/Chine/France/Royaume-Uni/Russie et Allemagne). Or, tandis que les pourparlers devaient commencer, l'Irak entra en scène. En effet, depuis quelques semaines, une offensive militaire éclair d'un mouvement terroriste : l'État Islamique en Irak et au Levant (EIL), devait inquiéter toute la région. L'armée irakienne, balayée, devait rapidement perdre le contrôle de la moitié du territoire. Le groupement, qui entendait restaurer un califat au-delà des frontières existantes, et allant de la Méditerranée à l'Iran, s'étendait sans visiblement pouvoir être contenu. C'est alors que l'Iran, par son Président Hassan Rohani, avait créé la surprise en appelant de ses vœux une coopération avec les États-Unis en vue de combattre ce mouvement djihadiste. Il faut dire, une fois n'est pas coutume, que les ennemis d'hier ont un allié commun : le régime chiite de Bagdad, menacé par le mouvement sunnite de l'EIL. Une nouvelle preuve que les ennemis d'hier peuvent devenir alliés quand le danger frappe à la porte... Portées par l'importance stratégique dans la région de l'Iran, les discussions se poursuivront – non sans mal – durant près de 21 mois jusqu'à ce qu'un accord ne soit enfin signé le 14 juillet 2015 à Vienne ; la fin de douze années de crise... L'accord, lui-même qualifié d'historique par ses signataires, prévoit la levée des sanctions internationales prononcées par les Nations Unies, l'Union européenne et les États-Unis, en contrepartie du renoncement de l'Iran à l'arme nucléaire. Il faut noter à cet égard que la France a tenu une position ferme, de loin la plus ferme d'ailleurs à l'égard des iraniens ; à la surprise des observateurs.

En contrepartie du renoncement au nucléaire militaire, et à la garantie que l'AIEA serra en mesure de vérifier le respect par l'Iran de ses engagements (limitation du nombre des centrifugeuses et des stocks de matière fissile), les iraniens verront progressivement lever l'ensemble des sanctions internationales, y compris dans le domaine de l'énergie ou de la finance, qui les frappaient au quotidien. Devant l'immense marché de 77 millions d'habitants les délégations occidentales se sont ainsi succédé à Téhéran depuis l'été dernier. Le pays dispose en effet de la quatrième réserve mondiale de pétrole et de la première de gaz naturel. Le pays a donc les moyens et un cruel besoin de moderniser ses infrastructures. L'Iran bénéficiera aussi d'un afflux de liquidités, près de 100 milliards de dollars, qui représentent les avoirs gelés à l'étranger du fait des sanctions. Pour mesurer l'importance de cette somme, qui est probablement sous-estimée, il faut rappeler que le PIB de l'Iran n'excède guère les 500 milliards de dollars. Une manne financière qui attire naturellement les convoitises des grands groupes. D'autant que la classe moyenne, éduquée, avide d'ouverture à l'international, est toute disposée à consommer les produits occidentaux qui lui font défaut depuis trop longtemps. Les entreprises françaises auront d'ailleurs leur carte à jouer. Le crédit accordé aux produits français, notamment PSA, Renault ou Total, est en effet réel. Et les liens culturels avec l'Iran sont anciens ; même si la fermeté